

Art. 4. De benaming van de diensten voor forensische welzijnszorg erkend door de Executieve voor een duur van vijf jaar vanaf 1 januari 1991 wordt op de volgende wijze veranderd :

— De v.z.w. « Autrement » gevestigd Pieterstraat 60, te 1190 Brussel, erkend d.d. 5 november 1991 als dienst voor forensische welzijnszorg van de provincie Brabant I, wordt onder dezelfde voorwaarden erkend als dienst voor forensische welzijnszorg van het gerechtelijk arrondissement Brussel I.

— De v.z.w. « Office de réinsertion sociale » gevestigd rue Destrée 45, te 6000 Charleroi, erkend d.d. 10 september 1991 als dienst voor forensische welzijnszorg van de provincie Henegouwen I, wordt onder dezelfde voorwaarden erkend als dienst voor forensische welzijnszorg van het gerechtelijk arrondissement Charleroi.

— De v.z.w. « Service d'aide sociale aux justiciables de la province de Namur », gevestigd rue Pépin 31, te 5000 Namen, erkend d.d. 20 augustus 1991 als dienst voor forensische welzijnszorg van de provincie Namen I, wordt onder dezelfde voorwaarden erkend als dienst voor forensische welzijnszorg van het gerechtelijk arrondissement Namen.

— De v.z.w. « Aide sociale aux justiciables de la province de Liège », gevestigd En Féronstrée 129, te 4000 Luik, erkend d.d. 10 september 1991 als dienst voor forensische welzijnszorg van de provincie Luik I, wordt onder dezelfde voorwaarden erkend als dienst voor forensische welzijnszorg van het gerechtelijk arrondissement Luik I.

— De v.z.w. « Service d'aide sociale aux justiciables de la province de Luxembourg », gevestigd Palais de Justice, te 6700 Aarlen, erkend d.d. 20 augustus 1991 als dienst voor forensische welzijnszorg van de provincie Luxemburg I, wordt onder dezelfde voorwaarden erkend als dienst voor forensische welzijnszorg van de gerechtelijke arrondissementen Aarlen en Neufchâteau.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 oktober 1992.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister tot wiens bevoegdheid de forensische welzijnszorg behoort,

M. LEBRUN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 3170

[C — 27572]

**15 OCTOBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
déterminant la formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, modifié par les décrets du 25 juillet 1991, notamment l'article 18, § 1er;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adopter sans délai un nouveau modèle de formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles;

Sur la proposition du Ministre des Ressources naturelles, de l'Environnement et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Le modèle de la formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles est déterminé à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté ne vise pas la déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles provenant d'établissements où sont élevés ou gardés des animaux.

Art. 3. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 déterminant la formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 octobre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Ressources naturelles, de l'Environnement et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

[F — 27572]

Annexe

FORMULE DE DECLARATION A LA TAXE
 SUR LE DEVERSEMENT DES EAUX USEES INDUSTRIELLES
 (Décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement
 des eaux usées industrielles et domestiques)

ANNEE DE TAXATION 199
 ANNEE DE DEVERSEMENT 199

CADRE 1. - Identification du redevable

Cadre réservé à l'Administration	N° de répertoire : /
	Dénomination et adresse de l'entreprise :
- Le siège d'exploitation concerné par la présente formule n'est plus en activité depuis le : - L'exploitation a été cédée (par vente ou par concession) le : Nom et adresse du nouvel exploitant : - Le redevable déverse uniquement des eaux usées domestiques au siège de l'exploitation. OUI/NON (biffer la mention inutile)	

CADRE 1 bis. - Renseignements complémentaires et modifications d'identification

Cadre réservé à l'Administration	N° TVA :
	N° compte financier (n° et titulaire):
	N° téléphone: /
	En cas d'erreur dans le nom ou l'adresse mentionné au cadre 1, veuillez rectifier ci-dessous :
	Nom : Adresse :

CADRE 2. - Renseignements généraux

ACTIVITE INDUSTRIELLE. Description sommaire de l'activité de l'exploitation :

 PERSONNEL. le siège d'exploitation concerné a compté un maximum de
 travailleurs occupés en même temps dans le courant de l'année de déversement
 (année précédente).

ACTIVITE ANNUELLE (biffer les périodes d'arrêt d'activité)
 Jours : LU MA ME JE VE SA DI
 Mois : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 Mois de plus grande activité de l'année de déversement :
 Déversements d'eaux usées industrielles pendant jours par an.

MILIEU RECEPTEUR dans lequel les eaux usées sont déversées soit directement,
 soit par le biais d'un égout ou d'un collecteur (cocher les cases adéquates et
 indiquer les dénominations demandées)
 Station d'épuration publique
 Nom de la commune où elle est située :
 Eau de surface (cours d'eau, lac, étang, canal, etc.)
 Nom de l'eau de surface :
 Eau souterraine (sous-sol)

CADRE 3. - Alimentation en eau

Indiquez dans le tableau ci-dessous les volumes journaliers moyens et les volumes annuels d'eau consommée à usage domestique, industriel et de refroidissement en circuit ouvert et sans contact avec les matières à refroidir en les ventilant par origine d'approvisionnement.

USAGE(S)	DOMESTIQUE		REFROIDISSEMENT circuit ouvert sans contact		INDUSTRIEL	
	m3/jour	m3/an	m3/jour	m3/an	m3/jour	m3/an
ORIGINE(S)						
Distribution publique Nom du distributeur:						
Eau souterraine (puits, source, ...)						
Stockage d'eau pluviale						
Eau de surface (cours d'eau, canal, lac, étang, ...) Nom de l'eau de surface :						
Facultatif Qualité de l'eau prélevée en eau de surface. Joindre les résultats d'analyses réalisées par un laboratoire agréé	MES (mg/l)	DBO5 (mg/l)	DCO (mg/l)	NKj (mg/l)		

CADRE 4. - Déversement(s) d'eaux usées - Formules simplifiées

Cadre réservé aux redevables qui déversent des eaux usées industrielles :

- dont la charge polluante est inférieure à 2.000 UCP (lorsqu'elle est calculée selon une des formules simplifiées visées à l'article 7 du décret);

et - uniquement dans une station d'épuration publique soit directement, soit par le biais d'un égout ou d'un collecteur.

Toutefois, ces mêmes redevables peuvent remplir le cadre 5, moyennant l'accord préalable de l'Administration, en vertu de l'article 8 du décret. La copie de l'accord doit être jointe en annexe.

N° code annexe	Matière, produit, emploi	Unité	Quantités d'unités déclarées par an	Coefficient de conversion	Résultat partiel
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
.....UCP
				TOTALUCP

U.C.P. = Unité de charge polluante

CADRE 5. - Déversement(s) d'eaux usées - Formules complètes

Cadre réservé aux redevables qui déversent des eaux usées industrielles :

- dans une eau de surface ou dans une eau souterraine soit directement , soit par le biais d'un égout ou d'un collecteur;
- ou - dans une station d'épuration publique, soit directement, soit par le biais d'un égout ou d'un collecteur, si la charge polluante desdites eaux est supérieure ou égale à 2000 UCP (lorsqu'elle est calculée selon une des formules simplifiées visées à l'article 7 du décret);
- ou - qui remplit les conditions de l'article 8 du décret.

N° dev. (1)	Milieu récepteur (2)			Types d'eaux déversées (3)			Volume Q m ³ /j	Valeurs paramétriques (4)				Types de valeurs (5)		
	SE	ES	SS	D	R	I		MES mg/l	DBO mg/l	DCO mg/l	NKj mg/l	réelles moy/24h	autorisation	
													maximales	moy/24h
1														
2														
3														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														

- (1) Joindre un plan avec numérotation et localisation précise des déversements.
- (2) Cocher la case correspondant à la nature du milieu récepteur dans lequel les eaux usées sont déversées soit directement, soit par le biais d'un égout ou d'un collecteur :
 SE : station d'épuration publique;
 ES : eau de surface (cours d'eau, lac, étang, canal, ...);
 SS : eau souterraine (sous-sol).
- (3) Cocher la (ou les) case(s) correspondant au(x) type(s) d'eaux déversées :
 D : eaux usées domestiques;
 R : eaux de refroidissement (circuit ouvert et pas de contact avec les matières à refroidir);
 I : eaux usées industrielles.
- (4) A remplir uniquement pour les eaux usées industrielles.
- (5) Cocher la case correspondant au mode d'expression des valeurs indiquées.

CADRE 8. — Imputation de la taxe sur le déversement d'eaux usées domestiques
perçue par le distributeur d'eau

Je déclare avoir payé la somme de F à titre de taxe sur le déversement d'eaux usées domestiques calculée sur la base du volume total d'eau prélevé à la distribution publique. Je joins à la présente déclaration le ou les avis de paiement émis par le distributeur d'eau dans le courant de l'année de déversement afin de pouvoir bénéficier des dispositions prévues à l'article 11 du décret du 30 avril 1990 modifié par celui du 25 juillet 1991.

Je soussigné déclare que la présente déclaration est exacte et sincère et peut servir à l'établissement du montant de la taxe sur le déversement des eaux usées.

Je joins annexes numérotées à la présente déclaration.

Fait à , le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 octobre 1992 déterminant la formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 3170

[C — 27572]

15. OKTOBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Bestimmung des Formulars für die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe
für die Einleitung industrieller Abwässer

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, abgeändert durch die Dekrete vom 25. Juli 1991, insbesondere des Artikels 18 § 1;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, so schnell wie möglich ein neues Muster des Formulars für die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung industrieller Abwässer zu verabschieden;

Auf Vorschlag des Ministers der Naturschätze, der Umwelt und der Landwirtschaft,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Das Muster des Formulars für die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung industrieller Abwässer ist in der Anlage zum vorliegenden Erlaß bestimmt.

Art. 2. Vorliegender Erlaß betrifft nicht die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung industrieller Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden.

Art. 3. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Januar 1991 zur Bestimmung des Formulars für die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung industrieller Abwässer ist aufgehoben.

Art. 4. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Oktober 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Naturschätze, der Umwelt und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

[F — 27572]

ANLAGE

FORMULAR FÜR DIE ERKLÄRUNG ZUR ERMITTLUNG DER HÖHE DER ABGABE
 FÜR DIE EINLEITUNG INDUSTRIELLER ABWÄSSER
 Dekret vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die
 Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer)
 VERANLAGUNGSJAHR 199
 ABLEITUNGSJAHR 199

FELD 1 - Identifikation des Abgabepflichtigen

Der Verwaltung vorbehalten	Registernummer : / Name und Adresse des Betriebs :
- Der durch vorliegendes Formular betroffene Betriebssitz arbeitet nicht mehr sein dem : - Der Betrieb ist am (durch Verkauf oder Konzession) übergeben worden Name und Adresse des neuen Betreibers : - Am Betriebssitz leitet der Abgabepflichtige nur häusliches Abwässer ab. JA/NEIN (Unzutreffendes bitte streichen)	

FELD 1bis - Zusätzliche Auskünfte und Identifikationsänderungen

Der Verwaltung vorbehalten	MwSt.-Nr. : Bankkonto (Nr. und Inhaber): Telefonnr. : / Bei einem Irrtum im Namen oder in der Adresse in Feld 1, bitte nachstehend berichtigen : Name : Adresse :
----------------------------	--

FELD 2 - Allgemeine Auskünfte

GEWERBLICHE TÄTIGKEIT : kurze Beschreibung der am Betriebssitz ausgeübten Tätigkeit :

PERSONAL : Am betreffenden Betriebssitz haben höchstens Arbeitnehmer im Laufe
 des Ableitungsjahres (im vorangehenden Jahr) gleichzeitig gearbeitet.

JÄHRLICHE LEISTUNG : (Betriebeinstellungsperioden bitte streichen)
 Tage : Mo. Di. Mi. Do. Fr. Sa. So.
 Monate : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 Arbeitsreichster Monat des Ableitungsjahres :
 Einleitung industrieller Abwässer an Tagen pro Jahr.

AUFNAHMEMILIEU, in das die Abwässer entweder direkt oder über eine Kanalisation oder
 einen Sammler eingeleitet werden (bitte die entsprechenden Kästchen ankreuzen und die
 verlangten Angaben machen)

Öffentliche Kläranlage
 Name der Gemeinde, in der sie sich befindet :

Oberflächenwasser (Wasserlauf, See, Weiher, Kanal usw.)
 Name des Oberflächenwassers :

Grundwasser (Untergrund)

FELD 3 - Wasserversorgung

In der nachstehenden Tabelle bitte das tägliche Durchschnittsvolumen und das Jahresvolumen
 des Wassers angeben, das zu häuslichen, zur Kühlung in industriellem offenem Kreislauf dient
 und nicht mit den zu kühlenden Stoffen in Kontakt gekommen ist, wobei es nach
 Versorgungsquelle einzuteilen ist.

NUTZUNG(EN)	HÄUSLICHE ABWÄSSER		KÜHLUNG offener Kreislauf ohne Kontakt		INDUSTRIELLE ABWÄSSER	
	m ³ /Tag	m ³ /Jahr	m ³ /Tag	m ³ /Jahr	m ³ /Tag	m ³ /Jahr
HERKUNFT (HERKÜNFTE)						
Öffentliche Versorgung Name der Einrichtung:						
Grundwasser (Brunnen, Quelle,...)						
Speicherung von Regenwasser						
Oberflächenwasser (Wasserlauf, Kanal, see, Weiher, ...) Name des Oberflächen- wassers :						
fakultativ Qualität des entnommenen Ober- flächenwassers. Bitte die Unter- suchungsergebnisse eines zugelassenen Labors beifügen	SSG (mg/l)	BSB (mg/l)	CSB (mg/l)	NKj (mg/l)		

FELD 4 - Ableitung(en) von Abwässern - vereinfachte Formulare

Feld, das den Abgabepflichtigen vorbehalten ist, die industrielle Abwässer ableiten :

- deren Belastung unter 2.000 BE liegt (wenn sie nach einer der in Artikel 7 des Dekrets aufgeführten vereinfachten Formeln berechnet wird)

und

- entweder direkt oder über eine Kanalisation oder einen Sammler ausschließlich in eine öffentliche Kläranlage abgeleitet werden.

Diese Abgabepflichtigen können jedoch mit der vorherigen Genehmigung der Verwaltung aufgrund von Artikel 8 des Dekrets Feld 5 ausfüllen.

Kodenr. Anlage	Stoff/Produkt/Verwendung	Einheit	Menge der pro Jahr gemeldeten Einheiten	Umrechnungsfaktor	Teilgergebnis
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
..... BE
				GESAMTZAHL BE

BE = Belastungseinheit

FELD 5 - Ableitung(en) von Abwässern - vollständige Formulare

Feld, das den Abgabepflichtigen vorbehalten ist, dessen industrielle Abwässer : - in Oberflächenwasser oder in Grundwasser abgeleitet werden, oder - entweder direkt oder über eine Kanalisation oder einen Sammler in eine öffentliche Kläranlage abgeleitet werden, wenn die Belastung mindestens 2.000 BE beträgt ((wenn sie nach einer der in Artikel 7 des Dekrets aufgeführten vereinfachten Formeln berechnet wird), oder - den in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Bedingungen entsprechen.														
Nr Abl. (1)	Aufnahmemilieu (2)			Abwasserarten (3)			Volumen Q m ³ /j	Parametrische Werte (4)				Wertarten (5)		
	EG	ES	SS	D	R	I		SSG mg/l	BSB mg/l	CBS mg/l	NKj mg/l	reelle Durch- schnitt/ 24 h	Genehmigung max. Durch- schn./ 24 h	
1														
2														
3														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														
..														

(1) Fügen Sie bitte einen Plan bei, auf dem die Ableitungen numeriert und genau lokalisiert sind.

(2) Kreuzen Sie bitte das Kästchen an, das der Art des Aufnahmemilieus entspricht, in das die Abwässer entweder direkt oder über eine Kanalisation oder einen Sammler abgeleitet werden :

EG : öffentliche Kläranlage

ES : Oberflächenwasser (Wasserlauf, See, Weiher, Kanal usw.)

SS : Grundwasser (Untergrund)

(3) Kreuzen Sie bitte das bzw. die Kästchen an, die der Abwasserart bzw. den Abwasserarten entsprechen :

D : häusliche Abwässer

E : Kühlwasser (offener Kreislauf und kein Kontakt mit den zu kühlenden Stoffen)

I : industrielle Abwässer

(4) Diese Rubrik ist nur für industrielle Abwässer auszufüllen.

(5) Kreuzen Sie bitte das Kästchen an, das der Ausdrucksform der angegebenen Werte entspricht.

FELD 6 — Abrechnung der von der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung erhobenen Abgabe für die Einleitung häuslicher Abwässer

Hiermit erkläre ich, den Betrag von F zur Begleichung der aufgrund des der öffentlichen Versorgung entnommenen gesamten Wasservolumens errechneten Abgabe für die Einleitung von häuslichen Abwässern bezahlt zu haben. Der vorliegenden Erklärung füge ich den bzw. die Zahlungsbescheide, die die für die Wasserversorgung zuständige Einrichtung im Laufe des Ableitungsjahres angelegt hat, bei, um in den Genuß der Bestimmungen von Artikel 11 des Dekrets vom 30. April 1990, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juli 1991, zu kommen.

Ich, erkläre hiermit, daß vorliegende Erklärung wahr und richtig ist und zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung der Abwässer dienen kann.

Vorliegender Erklärung füge ich nummerierte Anlagen bei.

....., den

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Oktober 1992 zur Bestimmung des Formulars für die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung industrieller Abwässer beigefügt zu werden.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Naturschätze, der Umwelt und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 3170

[C — 27572]

15 OKTOBER 1992 — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling van het aangifteformulier betreffende de belasting op het lozen van industrieel afvalwater

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1991, inzonderheid op artikel 18, § 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om onverwijld een nieuw aangifteformulier betreffende de belasting op het lozen van industrieel afvalwater aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Natuurlijke Bronnen, Leefmilieu en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het model van het aangifteformulier betreffende de belasting op het lozen van industrieel afvalwater is in de bijlage bij dit besluit bepaald.

Art. 2. Dit besluit heeft geen betrekking op de belastingaangifte inzake het lozen van industrieel afvalwater afkomstig van veehouderijen of -fokkerijen.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 januari 1991 houdende bepaling van het aangifteformulier betreffende de belasting op het lozen van industrieel afvalwater is opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 oktober 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

[F - 27572]

BIJLAGE

Aangifteformulier inzake belasting op het lozen
van industrieel afvalwater

(Decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting
op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater)

Aanslagjaar 199
Lozingsjaar 199

Vak 1 : Identificatie van de belastingplichtige

Vak voorbehouden aan
het bestuur

Registrernr. :
Benaming en adres van het bedrijf :
.....
.....

- de bij dit aangifteformulier betrokken instelling heeft haar activiteiten
opgeschort op

- het bedrijf werd op afgestaan (bij verkoop of
concessie)

Naam en adres van de nieuwe exploitant

- De belastingplichtige loost uitsluitend huishoudelijk afvalwater op de
exploitatiezetel :

JA / NEE (doorhalen wat niet van toepassing is)

VAK 1bis : Aanvullende inlichtingen en identificatiewijzigingen

Vak voorbehouden aan
het Bestuur

BTWnr. :
Financiële rekening : (nr. en
titularis)
Telefoonnr. :
In geval van vergissing in de naam of
in het adres vermeld in vak 1, gelieve
de rectificaties hieronder aan te
brengen
Naam :
Adres :
.....

VAK 2 : Algemene inlichtingen

INDUSTRIELE ACTIVITEIT : korte beschrijving van de op de exploitatiezetel uitgeoefende activiteiten :

PERSONEEL : de betrokken exploitatiezetel heeft in de loop van het lozingsjaar (het jaar tevoren) een maximum vanwerknemers tegelijkertijd tewerkgesteld.

JAARLIJKSE ACTIVITEIT : (de periodes doorhalen waarin de activiteiten zijn opgeschort)

Dagen : Ma Di Wo Do Vr Za Zo
 Maanden : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 Meest actieve maand van het lozingsjaar :
 Lozingen van industrieel afvalwater gedurende dagen per jaar

PLAATS waar het afvalwater hetzij rechtstreeks hetzij via een riool of een verzamelleiding geloosd wordt (de passende vakjes aanstippen en de gevraagde benamingen aangeven)

Openbaar zuiveringsstation
 Naam van de gemeente waar het gelegen is :

Oppervlaktewater (waterloop, meer, vijver, kanaal, ...)
 Naam van het oppervlaktewater :

Grondwater (ondergrond)

VAK 3 : Watervoorziening

In de onderstaande tabel de gemiddelde dagelijkse en de jaarlijkse hoeveelheden water aangeven verbruikt voor huishoudelijk en industrieel gebruik, voor de afkoeling in open kringloop zonder in aanraking te komen met de af te koelen materies en met verdeling volgens de voorzieningsbron

Aanwending(en)	Huishoudelijk		Afkoeling in open kringloop, zonder contact		Industrieel	
	m3/dag	m3/jaar	m3/dag	m3/jaar	m3/dag	m3/jaar
Openbare watervoorziening Naam van de water-voorzieningsmaatschappij : Grondwater (put, bron, ...) Opslag van regenwater Oppervlaktewater (waterloop, kanaal, meer, vijver, ...) Naam van het oppervlakte water :						
Facultatief Kwaliteit van het aan het oppervlaktewater afgenomen water. De resultaten van de door een erkend laboratorium uitgevoerde analyses bijvoegen	MES (mg/l)	DBO5 (mg/l)	DCO (mg/l)	NKJ (mg/l)		

VAK 5. Lozing(en) van afvalwater - Volledige formules

Vak voorbehouden aan de belastingplichtigen die industrieel afvalwater lozen :

- in een oppervlakte- of in een grondwater, hetzij rechtstreeks, hetzij via een riool of een verzamelleiding;
- of in een openbaar zuiveringsstation, hetzij rechtstreeks, hetzij via een riool of een verzamelleiding indien de vuilvracht van voornoemd afvalwater groter of gelijk is aan 2000 EVS (wanneer zij berekend is volgens één van de in artikel 7 van het decreet bedoelde vereenvoudigde formules);
- of dat aan de voorwaarden van artikel 8 van het decreet voldoet

Nr dev. (1)	Opvangplaats (2)			Geloosde watertypes (3)			Hoeveelheid (4)	Parametrische waarden (4)				Waardetypes (5)	
	ZS	OW	GW	H	K	I		MES mg/l	DBO mg/l	DCO mg/l	NKj mg/l	gemid/24 uur werkelijk	vergunning max.
1													
2													
3													
..													
..													
..													
..													
..													
..													
..													
..													
..													
..													
..													

(1) een plan bijvoegen met de nummering en de nauwkeurige localisatie van de lozingen.
 (2) het vak aanstrepen dat overeenstemt met de aard van de plaats waar het afvalwater geloosd wordt :
 ZS : openbaar zuiveringsstation
 OW : oppervlaktewater (waterloop, meer, vijver, kanaal, ...)
 GW : grondwater (ondergrond).
 (3) het (of de) vak(ken) aanstrepen dat (die) met het (de) geloosde watertype(s) overeenstemt (overeenstemmen) :
 H : huishoudelijk afvalwater
 K : koelwater (open kringloopwater dat niet in aanraking komt met de af te koelen stoffen)
 I : industrieel afvalwater.
 (4) Alleen voor industrieel afvalwater invullen.
 (5) Het vakje aanstrepen dat overeenstemt met de uitdrukkingwijze van de opgegeven waarden.

VAK 6. — Aanwending van de door de watervoorzieningsmaatschappij geïnde belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater

Ik verklaar een bedrag van ... F te hebben betaald als belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater. Dat bedrag is berekend op basis van de totale hoeveelheid water afgenomen van het openbare watervoorzieningsnet. Om de in artikel 11 van het decreet van 30 april 1990, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991, bedoelde bepalingen te kunnen genieten voeg ik bij deze aangifte het of de door de watervoorzieningsmaatschappij in de loop van het lozingsjaar uitgebrachte berichten van betaling.

Ik ondergetekende verklaar hiermee dat deze aangifte oprecht en volledig is en kan dienen voor de berekening van het bedrag van de belasting op het lozen van afvalwater.

Hierbij voeg ik genummerde bijlagen.

Opgemaakt te, op 19..

Handtekening

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 oktober 1992 houdende bepaling van het aangifteformulier betreffende de belasting op het lozen van industrieel afvalwater.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 92 — 3171

[C — 27562]

29 OCTOBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution de l'article 3 du décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1985 et 5 juillet 1990;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de permettre aux établissements et entreprises relevant du pouvoir de tutelle ou de contrôle de la Région wallonne de participer dès leur constitution ou leur régionalisation aux régimes de pension instaurés par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit et par la loi du 14 avril 1985 établissant certaines relations entre les divers régimes de pension du secteur public;

Considérant que certains organismes d'intérêt public ont été, en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, placés sous le contrôle de la Région dès le 1er octobre 1980 et qu'il convient de leur permettre d'user depuis cette même date de la faculté d'affilier leur personnel au régime de pension prévu par la loi du 28 avril 1958;

Considérant que le décret du Conseil régional wallon du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public de la Région wallonne, qui permet l'affiliation des organismes d'intérêt public régionaux, charge l'Exécutif de fixer la date de son entrée en vigueur et que la sécurité juridique commande dès lors que l'on prenne sans délai les dispositions réglementaires qui s'imposent pour rendre ce décret applicable au 1er octobre 1980;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Arrête :

Article 1er. Le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne produit ses effets au 1er octobre 1980.

Art. 2. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes pararégionaux est rapporté.

Art. 3. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 octobre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT